

CIBLE

Royale et démocratique

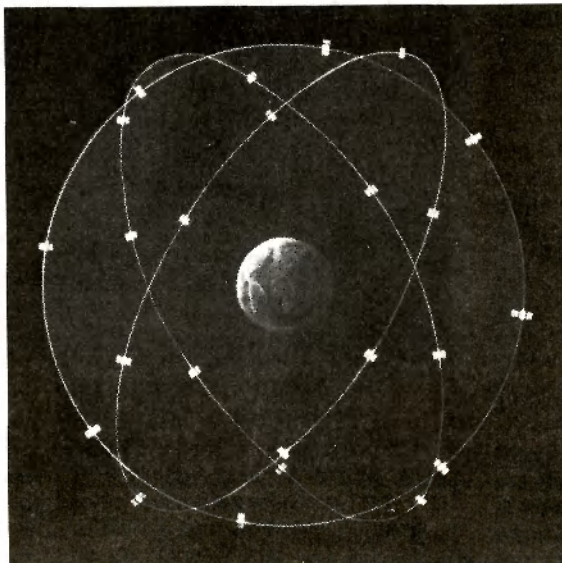
Il y a dix ans, le 20 novembre 1975, mourait Franco. En même temps que lui, prenait fin une guerre civile militairement terminée en 1939 mais toujours présente dans les esprits et dans les lois.

Ces faits terribles n'appartiennent plus qu'à l'histoire. En dix années, l'Espagne a accompli une révolution sans barricades ni flots de sang. Les exilés sont rentrés, la démocratie s'est installée sans heurts et vit aujourd'hui au rythme d'une alternance tranquille. Malgré les problèmes économiques et régionaux, faut-il dès lors parler de miracle ?

L'explication de cette révolution réussie est plus simple, et riche en leçon pour nous. Chacun, à droite comme à gauche, en Espagne comme en France, reconnaît le rôle décisif joué par Juan-Carlos dans l'établissement de la monarchie. La personnalité et le sens politique du roi n'expliquent pas tout : par la légitimité qu'elle assure, par le lien entre le pouvoir et le peuple qu'elle permet, la monarchie est l'origine, la condition permanente, la garantie ultime du système politique espagnol, et le point d'équilibre de la société. Sans faire de l'Espagne un modèle, il serait utile de méditer la leçon qu'elle nous donne.

ESPACE

Le projet Eurêka



et la guerre des étoiles

Société

L'antiracisme en marche

(page 4)

Élections

Les risques de la bataille

(page 12)

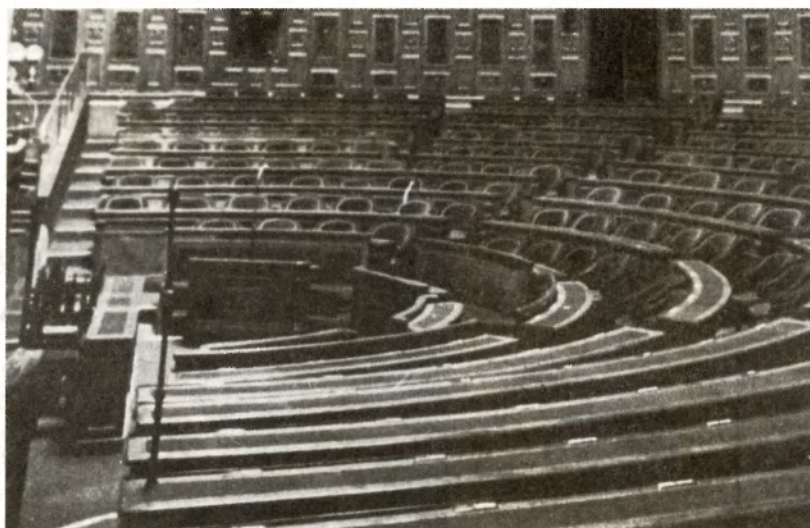
Jeux du cirque

Le grand marché du siège

Qu'il s'agisse de la droite ou de la gauche, d'un parti ou d'une coalition, des vainqueurs en puissance ou des vaincus désignés, le casse-tête est le même : beaucoup se sentent appelés à siéger à l'Assemblée, or il ne peut y avoir qu'une faible proportion d'éligibles. Dans cette lutte au couteau, l'ambition n'est pas le seul motif, encore qu'elle joue un rôle non négligeable. Elle s'inscrit dans un ensemble complexe, constitué par les rapports de force entre les partis et les tendances, entre les hiérarchies locales et nationales, les intérêts de la base et ceux du sommet, les interventions extérieures et parfois même les divergences politiques. Ici le mot de décision reprend son sens premier : il s'agit de trancher les têtes trop nombreuses. Sur le théâtre politique, l'établissement des listes s'apparente donc à la tragi-comédie.

Ainsi à droite. Donnée gagnante, l'opposition a plus de sièges à se répartir sur le papier. Ce qui n'empêche pas la confusion. A la rivalité entre le RPR et l'UDF, il faut ajouter la délicate question de l'équilibre entre les différentes composantes du rassemblement «libéral» (le Parti républicain, le C.D.S....) qui se complique de l'affrontement entre giscardiens et barristes, et du divorce très net entre la base et les états-majors. Cela sans oublier que R. Barre, qui «ne fait pas de politique», qui prétend ne pas se mêler de la cuisine électorale, intervient de façon très personnelle dans la composition de certaines listes. A

Le prix du siège (parlementaire) est fixe, mais la demande est très supérieure à l'offre. D'où une lutte à l'arraché.



l'heure actuelle, le C.D.S. semble être le grand perdant : trop bien élevés, ses candidats se font souvent passer sur le ventre, et leur fidélité à R. Barre n'est pas nécessairement payée de retour. C'est déjà une indication sur le rôle qui sera réservé aux démocrates-sociaux par l'ancien Premier ministre, si d'aventure celui-ci devient Président.

Au Parti socialiste, les difficultés

sont identiques, mais les conséquences beaucoup plus graves. C'est l'avènement d'une politique qui se joue, et peut-être celui du président de la République. Cela, le parti dominant semble l'avoir complètement oublié tout au long de la phase de préparation des élections : seuls ont compté les rapports de force entre les courants, et le souci de sauver les meubles (c'est-à-dire l'identité du P.S.)

dans une défaite tenue pour acquise. D'où un spectacle consternant. Mépris pour les ministres les plus populaires, obligés de courir d'un bout à l'autre du pays de façon humiliante (tel Jack Lang) ou menacés par les apparatchiks et victimes des pires intrigues (telle Georgina Dufoix). Mépris total pour les courants extérieurs à la gauche, qui ont pourtant joué un rôle décisif en 1981. Attaques à peine déguisées contre le Premier ministre lors de la Convention nationale du P.S., où l'on a vu Michel Rocard tenir un discours plus «à gauche» que celui de Mauroy.

Dans cette pré-campagne toute entière dominée par l'esprit de parti, le meilleur manœuvrier est pour le moment Raymond Barre. Parce qu'il a refusé, après 1981, de constituer un parti, il est aujourd'hui libre de ses mouvements : pas de hiérarchie partisane, mais des amis répartis dans tous les appareils, qui iront vers lui sans qu'il ait rien demandé. L'homme dont la stratégie aboutirait à détruire les institutions est aussi le plus gaullois dans sa tactique. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette pré-campagne.

Yves LANDEVENNEC

La République au Roi dormant
avez-vous souscrit ? (voir page 11)

royaliste ♦

SOMMAIRE : p. 2, le marché du siège - p. 3, la fin des cumulards - p. 4, trois marches pour une cause - p. 5, les Nations-Unies, p.6-7, le projet Eureka, p. 8, Une voix presque notre, p. 9, le roi diplomate-né, p. 10 Charles VII - p. 12 Explosifs en tout genre.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Libéralisme Psychanalyse de Rita

Les succès obtenus par Thomson et la SNECMA sur le marché américain ont fait pousser quelques cocoricos dans les chaumières gauloises. Mais ils pourraient être l'occasion d'en finir avec quelques idées reçues.

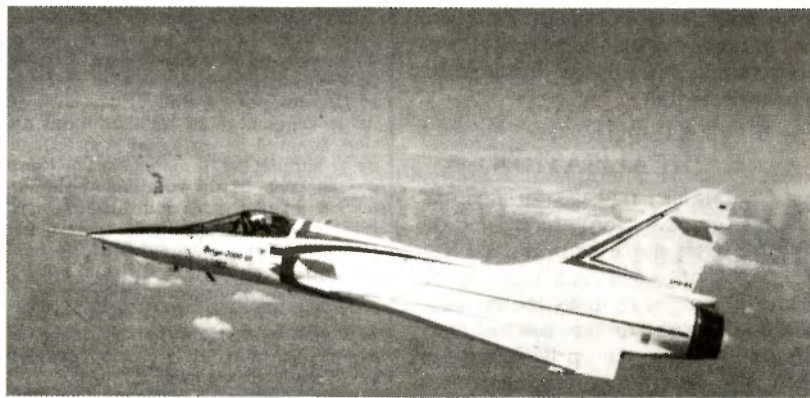
Première idée reçue : les groupes nationalisés sont paralysés par la bureaucratie étatiste et possèdent une mauvaise image qui les handicapent dans la « concurrence internationale ». Or, voilà que, coup sur coup, le groupe nationalisé Thomson vend, par l'intermédiaire de sa filiale Thomson-CSF, son réseau intégré de transmission automatiques (RITA) à l'armée américaine et que la Société Nationale d'études et de Construction de Moteurs d'Aviation (SNECMA) traite avec Boeing ! La part du premier marché qui devrait revenir à l'industrie française représente 8 milliards de francs. Quant au second marché, il porte sur la vente de 250 réacteurs, représentant un contrat d'environ 4 milliards de francs.

Deuxième idée reçue : la « libre » concurrence - les apparences pourraient renforcer ce mythe, puisque le système RITA est le meilleur au moindre coût - cependant, l'intervention intempestive de Mme Thatcher, faisant observer que son pays est un bien meilleur allié (c'est-à-dire plus soumis) que la France, a différé la décision américaine et failli la compromettre. On sait par ailleurs que les Américains sont intervenus, en manière de compensation, auprès de l'Arabie Séoudite, pour qu'elle choisisse les avions britanniques en concurrence avec le Mirage 2000. Il

apparaît que les Etats-Unis ont joué l'équilibre entre leurs deux alliés. Il s'agit d'une décision politique, plus qu'économique. Enfin, on observera que chacun des soumissionnaires a pris soin de s'adjoindre des associés sur le sol américain (ITT-Communication et Rockwell pour Plessey, General Telephon & Electronics pour Thomson). De même, la SNECMA cofabrique le réacteur CFM 56 avec la General Electric. D'une part, un pays qui signe un gros contrat avec une entreprise étrangère exige qu'il ait des « retombées » sur sa propre industrie, d'autre part ces associés locaux servent, on s'en doute, de groupes de pression pour emporter le marché.

Ces affaires illustrent les rapports complexes qu'entretiennent l'opinion publique et les médias français avec l'économie en général et nos industries de pointe en particulier. Ils passent alternativement du défaitisme - « nous sommes trop faibles, à quoi bon lutter contre des géants comme les Etats-Unis ? » - au triomphalisme le plus exaspérant. La soumission ne paie pas - la semi-défaite de Mme Thatcher le montre - la compétence serait insuffisante. Il faut en réalité de la confiance en soi, une politique cohérente et suivie et de l'obstination.

Alain SOLARI



Le refus du Mirage 2000 par l'Arabie Séoudite : une compensation offerte aux Britanniques par les Américains.

Escarmouches La fin des cumulards

Au conseil des ministres du 6 novembre, le gouvernement a présenté un projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats; à quatre mois de mars 86, c'est une pierre qui n'a pas fini de faire des ronds dans la mare aux canards électoraux...

Une vieille histoire, celle des cumuls et des cumulards. Aux aurores de la IIIème, le général Boulanger avait réussi à se faire plébisciter dans tant de départements que la République balbutiante manqua y rester. Dès lors, on interdit à un même homme de briguer la députation dans plusieurs circonscriptions à la fois. Ainsi, en France, n'en déplaise à M. Labbé qui le clamait avec conviction à « France-Inter », il est faux de dire que « l'électeur est roi ». D'ailleurs un certain nombre d'autres interdictions existent, comme l'incompatibilité entre le fait d'être ministre et celui d'être député. La droite les accepte, elle est même parfois à leur origine.

Mais qu'en est-il du projet actuel ? Il s'agit de limiter à deux le nombre de mandats « importants » détenus par un seul homme. Si la loi est votée, on ne pourra plus désormais être à la fois maire, député, président d'un conseil régional, etc. Il faudra choisir. Cela semble à première vue très raisonnable, au regard de l'efficacité, et l'on se prend à rêver aux ubiquistes de choc que resteront tout de même des hommes comme M. Debré, maire d'Amboise et député de la Réunion, ou M. Chirac, député de la Corrèze et maire de Paris. La proposition semble d'autant plus faite pour emporter tous les suffrages que l'ancienne majorité elle-même avait déposé un projet similaire en 1978.

Alors, quoi, ce qui était bon sous Giscard ne l'est plus sous Mitterrand ? Voire. Lorsqu'on observe de près les déclarations des ténors de l'opposition, on entrevoit la difficulté. MM. Barre ou Léotard reconnaissent que le principe est « bon en soi », mais le hic se situe dans l'application et dans le moment choisi par le pouvoir.

Si près des élections, la manœuvre peut apparaître comme une recherche de consensus. En aucun cas la droite ne veut tomber dans le « piège ». Et c'est bien là l'important de l'affaire. Dans un système tel que le nôtre qui reste malgré tout un ré-



Jean Lecanuet : « Plus cumulard que moi... tu meurs ! »

gime partisan, on ne peut approuver une idée de l'adversaire sans se placer immédiatement en position de faiblesse, surtout à la veille d'un scrutin national. A cette comédie de dupes, la démocratie n'a, hélas, rien à gagner.

Ph. D.

**aidez-nous
pour faire
connaître
Royaliste**

Déchirure

Trois marches pour une cause

En 83 et 84 les Marches contre le racisme avait eu un grand retentissement. Gageons qu'il en sera de même cette année, sauf qu'il aura lieu dans la division. Cette division est un peu la rançon de la gloire des antiracistes, qui ont spectaculairement fait passer leur cause dans les médias, avec SOS-Racisme et bâti un mouvement puissant et organisé. Elle révèle aussi les nombreuses sensibilités et les différentes logiques à l'œuvre chez les militants de la société multiraciale.

DEUX MARCHES CONCURRENTES

Dans «Libération» du 21 octobre, le Père Christian Delorme, l'un des «chefs historiques» de l'antiracisme en France, résume clairement la situation : «Aussi bien en 1983 qu'en 1984, les artisans ou les acteurs de la France plurielle ont montré qu'il y avait parmi eux deux logiques. Une logique d'affirmation de l'existence communautaire, c'est celle des jeunes maghrébins. Et une autre logique, celle des antiracistes et de SOS-Racisme, qui pousse vers un rassemblement le plus large possible, sur des bases morales».

Les uns et les autres ont leur propre marche, et les deux initiatives ont démarré à Bordeaux à quelques jours d'intervalle, fin octobre. D'un côté les amis d'Harlem Désir, qui sont passés maîtres en matière de communi-

La marche organisée par SOS-Racisme doit arriver à Paris début décembre. Parallèlement des jeunes d'origine maghrébine ont organisé une marche concurrente qui se déroule avec difficulté. Il ne s'agit pas d'une simple divergence tactique.



La première marche en 1983

cation et savent bien qu'il leur faut prendre un nouveau souffle s'ils veulent rester au sommet de la vague. La faiblesse de SOS-Racisme est celle des modes qui disparaissent aussi rapidement qu'elles sont apparues. C'est aussi la raison essentielle de son succès : repoussant les traductions politiques de l'antiracisme (dans lesquelles excellent le MRAP et la LICRA), refusant le militantisme classique, SOS-Racisme a voulu simplement exprimer, à travers le badge «toute pas à mon pote», la vie même des jeunes d'aujourd'hui et leur culture cosmopolite. Avec le concert du Bourget le 7 décembre, retransmis par satellite à Atlanta et

dans une capitale Africaine, avec les chanteurs Renaud et Stevie Wonder, SOS-Racisme poursuit cette stratégie branchée sur la modernité.

Du côté des jeunes Français d'origine arabe, regroupés dans de nombreuses associations (France Plus, CAIF, FASTI, Radio-Beur, etc.) la marche et la démarche sont sensiblement différentes de celles d'Harlem Désir. Ils reprochent à ce dernier et à ses amis d'ignorer le travail et l'existence du tissu associatif franco-maghrébin, de le marginaliser encore plus en exerçant une volonté hégémonique sur le mouvement antiraciste. Ce qui serait également une façon de vider ce dernier de toute proposition concrète, de toute revendication politique (comme le droit de vote, les mesures pour l'emploi et le logement), bref liquider la lutte pour les droits civiques au profit d'une morale antiraciste très consensuelle, à usage notamment gouvernemental.

RISQUE DE RADICALISATION

Mais les Français d'origine maghrébine sont eux-mêmes divisés entre ceux qui souhaitent constituer un lobby électoral en incitant les jeunes Arabes à s'inscrire sur les registres électoraux et ceux qui privilégient un repli sur leur identité communautaire. Toujours est-il qu'au fil des jours, leur marche s'amenuise. Un

départ très significatif : celui de Bouzid et de Toumi Djaidja, animateurs de la marche de 1983 et figures symboliques des jeunes maghrébins de France. L'un et l'autre étaient considérés comme des porteurs d'espoir, leur présence semblait à beaucoup une garantie contre les risques de radicalisation, hélas, aujourd'hui bien réels. Devant le délire identitaire, exclusif, violent, haineux qui contamine tout («Le Figaro-magazine» du 26 octobre titre : «Serons-nous encore Français dans trente ans ?») et utilise sordidement un dossier contestable, le Premier ministre de gauche a semblé un instant se rendre aux arguments répressifs du chef de l'Opposition... Bouzid et Toumi ont décidé de lancer une troisième marche, une «Marche des exclus» en direction du col du Perthus, entre France et Espagne. Un lieu qui échappe aux frontières et à l'enracinement national, et au sommet duquel les marcheurs remettront leurs pièces d'identité...

Qu'on médite sur cette folle équipée et sa signification profonde, avant mars prochain et la légalisation du racisme dans nos institutions.

Emmanuel MOUSSET

LA LEGALISATION DU RACISME ?

Lors de son débat public avec Harlem Désir, le jeudi 5 novembre à Paris, Alain Peyrefitte a justifié (largement a posteriori) les «contrôles d'identité aléatoires» de sa loi «Sécurité et Liberté» par la nécessité de lutter contre l'immigration sauvage, de créer un «climat d'insécurité chez les clandestins» et de refouler les sans-papiers.

Sur le simple plan de l'efficacité, a-t-on oublié que les «opérations coup de poing» de M. Poniatowski, dirigées contre la délinquance, se sont révélées inefficaces pour diminuer les chiffres de la criminalité et qu'elles n'ont en rien diminué le sentiment d'insécurité de la population, si même elles ne l'ont pas aggravé. Et on voudrait appliquer les mêmes méthodes pour lutter contre l'immigration ? Quel impact cela aurait-il sur la population, la diffusion du racisme ? Mais surtout sur quel critère se feraient ces contrôles «aléatoires» ?

Faut-il rappeler d'autres exemples plus anciens de ce qui arrive quand la police n'est plus tenue de respecter les principes fondamentaux du droit ?

F.A.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Monde Meilleur ? Les N.U. sans les E.U. ?

Les Etats-Unis se sont retirés de l'UNESCO. Ils ont réduit leur participation financière au système des Nations Unies de 35% à 25% puis à 20% et ont dénoncé la clause d'acceptation de la juridiction de la Cour Internationale de Justice. Si Reagan se sert habilement de la tribune de l'ONU, il n'en a pas moins décidé de priver l'Organisation de toute force pouvant le desservir.

L'ironie veut que Reagan ait précisément choisi l'ONU pour lancer sa proposition de résolution de conflits régionaux sans prévoir aucune place pour le Conseil de Sécurité. Demander à l'URSS de négocier ses «interventions» au Nicaragua, en Angola, en Ethiopie, en Afghanistan et au Cambodge, avec les seuls Etats-Unis correspond bien à la vision qu'il a du monde (1).

Qu'est-ce qui autorise les Américains à traiter les Nations-Unies avec une telle désinvolture ? L'effondrement du tiers monde et la passivité de l'Europe !

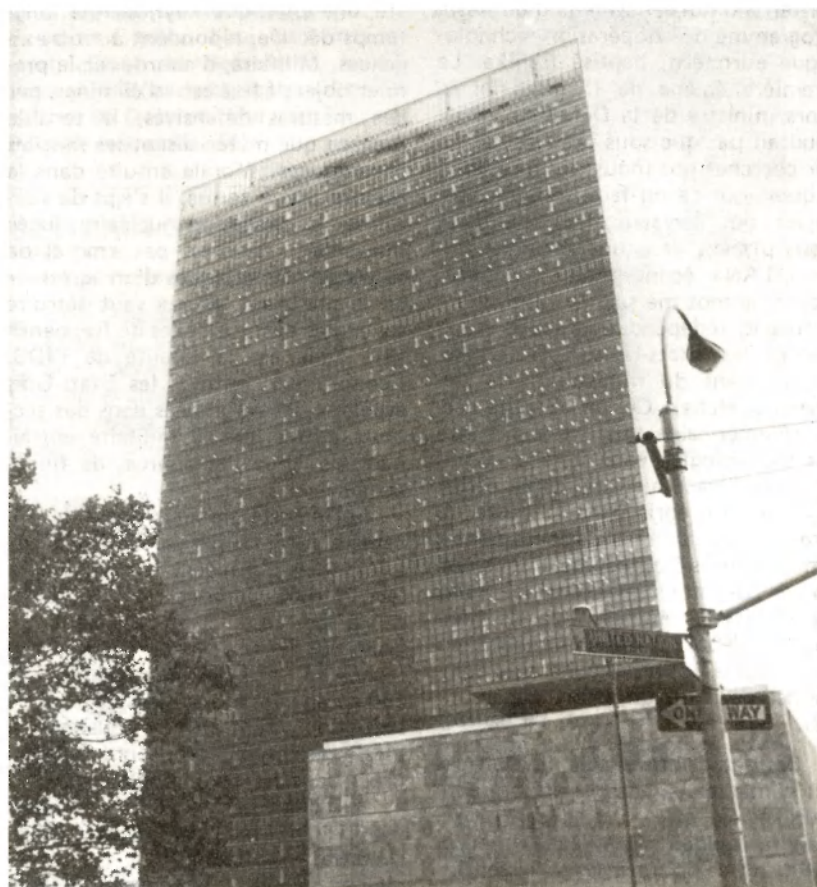
Constatons : l'Inde ne s'intéresse pas plus aujourd'hui au Nicaragua qu'hier à Berlin; la Colombie ne s'estime pas concernée par ce qui se passe en Asie ou en Afrique; l'URSS ne veut pas connaître le dialogue nord-sud; Cancun (2) a révélé certaines illusions des «négociations globales». Concluons : le parlementarisme à l'échelle mondiale est condamné. Il faut revenir sur le principe d'égalité. Le tiers monde doit s'organiser, se hiérarchiser.

QUEL ROLE POUR LA FRANCE ET L'EUROPE ?

Ceci étant posé, la France a-t-elle intérêt au dépérissement de l'ONU ? Certes nous avons pris l'habitude de tenir nos distances avec le «machin» et les socialistes eux-mêmes portent le soupçon sur leur héritage internationaliste (3). Il reste que la France n'a plus rien à redouter pour elle-même, sauf précisément si elle s'en désintéressait.

Lors des cérémonies du 40ème anniversaire de l'ONU, le 24 octobre

La crise actuelle de l'ONU est dans le mélange des genres : la rupture avec les Etats-Unis apparaît, pour l'organisation internationale tant décriée, comme un risque... sans doute nécessaire.



dernier, le président Mitterrand a dû snober le dîner offert ce soir-là à Manhattan par Perez de Cuellar car il ne voulait pas se rendre à la réunion des alliés convoquée à cette même date par Reagan. Nous n'avons pas su choisir de peur de faire un éclat. Soit. Mais notre présente hésitation - dont les exemples ne manquent pas - ne peut se justifier que si elle est une pesée des inconvénients pour les organisations internationales à voir s'éloigner les Etats-Unis et des avantages pour nous à prendre peu ou prou la place de ces derniers.

C'était la situation de la Société Des Nations dont les Etats-Unis ne devinrent jamais membres. On lit fréquemment que ce fut une cause d'échec. Au contraire, cette présence, à l'extérieur, des Etats-Unis était une

des composantes du «non-moi» par lesquelles la SDN pouvait définir son «moi», comme l'a bien vu Jacques Bainville. La réelle cause d'échec fut l'absence de détermination de la

LE SPECTRE DE L'ECHEC DE LA S.D.N.

L'ONU a succédé à la SDN dans les années 1946-1947. Fondée dans la foulée du traité de Versailles la SDN fut incapable de s'opposer à la «montée des périls». Les Etats-Unis n'avaient jamais fait partie de la SDN. L'Allemagne s'en était retirée en 33, suivie par le Japon en 36 et l'Italie en 37. L'URSS en avait été exclue en 39.

France et de l'Angleterre. La SDN devint pour elle un alibi pour ne pas agir, comme aujourd'hui on le dit de l'ONU.

Que perdrait-on à un départ des Etats-Unis ? Des ressources budgétaires ? Plaie d'argent n'est pas mortelle. Ce serait même la seule chance de réforme. On ferait des économies, on restructurerait les services, on regrouperait les innombrables agences sectorielles qui multiplient les doubles emplois.

On y gagnerait l'absence de veto de leur part. Irresponsabilité ? Ceci dépendrait de nous, de notre capacité à raisonner le tiers monde, éventuellement par la menace plus dissuasive de notre propre droit de veto. Finlandisation ? Les conflits dans lesquels les deux Grands sont directement impliqués nous échapperaient de toute façon. Mais l'URSS pourrait être incitée à en régler certains dans le cadre de l'ONU, assurée que ce serait en dehors des Etats-Unis. Ce n'est que grâce à l'ONU que l'aide d'urgence à l'Ethiopie a pu être acheminée.

Les Etats-Unis veulent-ils quitter l'ONU ? Grand bien leur fasse. La France, l'Europe, y retrouveraient une place de choix dans un dialogue non biaisé avec l'Est et le Sud. Dans un second temps elles pourraient s'appuyer sur les Nations Unies dans leurs relations avec les Etats-Unis pour ce qui concerne le règlement des conflits régionaux.

Ainsi les Etats-Unis se verraient confirmés dans leur statut de superpuissance, avec laquelle il est nécessaire de traiter pour tout, mais de l'extérieur, trop grande pour s'intégrer dans une assemblée internationale. Les responsabilités seraient claires de part et d'autre.

Actuellement ONU et Etats-Unis se gênent mutuellement. Mieux vaut la séparation à l'amiable.

Yves LA MARCK

(1) Cela ne peut qu'encourager l'URSS à réclamer son insertion dans le règlement d'autres crises comme celle du Proche-Orient. Cf «Royaliste» 436 ? «Proche-Orient, la paix grâce à l'URSS ?».

(2) Réunion des chefs d'Etat du Nord et du Sud en octobre 1981.

(3) Régis Debray, «La puissance et les rêves».

Eurêka : un pari risqué en passe d'être gagné

Tout d'abord, pour replacer le débat dans son contexte, il n'est pas inutile de rappeler deux déclarations faites le lendemain de l'annonce par François Mitterrand du lancement d'un vaste programme de coopération technologique européen, baptisé Eurêka. La première émane de Charles Hernu, alors ministre de la Défense : « Il ne faudrait pas que sous prétexte de venir chercher nos industries, nos techniques, nos savoir-faire, nos technologies, nos cerveaux, les Américains nous placent dans une sorte de «super-OTAN» économique (...) Autonome, le mot me semble presque insuffisant. Indépendant d'abord et pas contre les Etats-Unis » (1). La seconde vient du ministre de la Recherche, Hubert Curien : « toute l'activité américaine tendant à dire que les technologies vont faire un bond en avant grâce au formidable effort militaire entrepris dans le cadre du projet de la guerre des étoiles nous a amenés, nous Européens, à nous renforcer dans tous les domaines qui y sont liés. L'objectif n'est pas de monter des laboratoires communs mais d'avoir une politique cohérente commune, de faire un effort cohérent » (2).

Pressé par les Américains de participer aux projets grandioses préparant la « guerre des étoiles », le président français a proposé aux Européens de s'unir pour un projet incomparablement plus modeste. Défi inutile ou pari nécessaire en passe d'être gagné ? Nous ne faisons qu'ouvrir un débat riche d'enseignements (on peut, par exemple, se demander ce que devient le dogme libéral devant le besoin d'investissements massifs que nécessitent de tels projets). Les questions à traiter sont multiples. Nous espérons y revenir bientôt ici-même avec diverses personnalités.

Ces deux phrases sont révélatrices du climat dans lequel a été présenté Eurêka. En effet, il s'agissait de répondre rapidement à l'échelon européen - et ce pour ne pas se laisser distancer par les concurrents américains, dans la recherche et les technologies de pointe, domaine crucial pour l'avenir économique d'un pays à l'IDS.

Mais ici un bref retour en arrière s'impose. Le 23 mars 1983, à l'université Eurêka (curieuse coïncidence), Ronald Reagan rendait public son programme d'Initiative de Défense Stratégique (IDS, plus communément appelée guerre des étoiles par la presse, à tort d'ailleurs puisque, comme le souligne le général Gallois, « il ne vise pas la guerre mais la non-guerre grâce à une nouvelle forme de dissuasion » (3)). Celui-ci consiste essentiellement à l'injection dans le circuit économique de 26 milliards de dollars, sous forme de subventions octroyées à des laboratoires de recherche scientifique, des

universités et des entreprises travaillant avec des technologies avancées. Les raisons invoquées par le président Reagan pour pouvoir trahir ses convictions libérales et mettre en œuvre une politique keynésienne longtemps décriée, répondent à trois exigences. Militaire, d'abord, car le premier objectif fixé est « d'éliminer, par des mesures défensives, la terrible menace que matérialisent les missiles soviétiques ». Morale ensuite dans la mesure où, à terme, il s'agit de supprimer la dissuasion nucléaire, jugée immorale : ce n'est pas « moral de se venger des attaques d'un agresseur en le punissant. Mieux vaut détruire ses armes avant qu'elles ne frappent » (3). Telle est la finalité de l'IDS. Economique, enfin : les Etats-Unis espèrent des retombées dans des secteurs autres que le militaire entraînant de nouvelles sources de financement.

Après cette première phase de lancement les Américains invitaient leurs alliés européens à participer à leur projet, à condition toutefois qu'ils en restent maîtres tant du point de vue financier que de la recherche et des techniques. Ils entreprenaient alors une opération de séduction visant à faire collaborer à l'IDS les firmes européennes spécialisées dans les technologies avancées et tentaient par la voix de Kaspar Weinberger, secrétaire d'Etat à la Défense, d'intimider les gouvernements du vieux continent en leur demandant de répondre rapidement (sous soixante jours) aux propositions qui leur avaient été faites. En agissant de la sorte ils espéraient empêcher une concertation européenne qu'ils redoutaient.

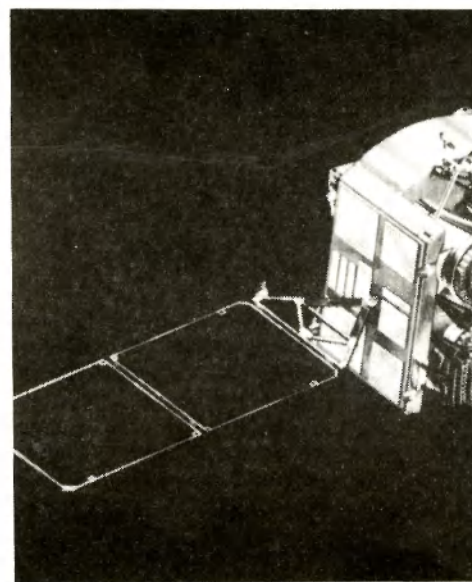
Hernu n'avait donc pas tort d'évoquer une « super-OTAN économique » car l'Europe risquait de devenir un banal sous-traitant des Etats Unis. D'autant plus que la prééminence accordée au militaire ne pouvait que limiter la collaboration envisagée dans la mesure où le « secret défense » pourrait à chaque instant être invoqué pour justifier une rétention de l'information de la part des Américains.

D'où le coup d'éclat de Mitterrand en avril 85 qui, pour répondre au grand défi technologique lancé outre-atlantique proposait une coo-

pération scientifique et industrielle non seulement à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de la Communauté Economique Européenne.

UNE RIPOSTE SCABREUSE

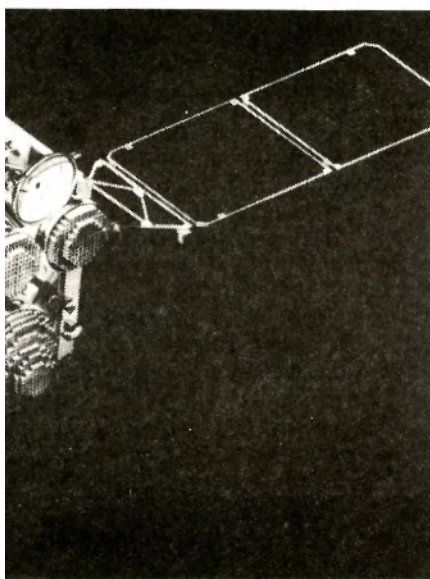
Cette riposte nécessaire était cependant scabreuse car elle pouvait se traduire par un isolement de la France. De plus si cette coopération était souhaitable, il n'était pas sûr qu'elle fût possible car même si, dans certains domaines, (matériaux nouveaux, lasers, optronique) les Européens possèdent une expérience non négligeable; même si la coopération européenne a pu faire ses preuves à deux (Français et Allemands) dans l'aéronautique, les missiles et les satellites, à dix pour le programme ESPRIT (recherche commune dans les technologies de l'information) ou à douze, pour la fusion thermo-nucléaire (CEE plus la Suisse et la Suède); même si enfin, l'ensemble des pays d'Europe consacre autant à la recherche que les Etats-Unis et deux fois plus que le Japon, il fallait tout de même infléchir les réticences des autres pays, notamment de la Grande-Bretagne et de la R.F.A.



Les satellites (ci-dessus maquette d'un satellite à l'IDS) joueront un rôle capital dans la « guerre des

é

La démarche adoptée dans le cadre d'Eurêka s'oppose à celle de l'I.D.S. Il s'agit comme le soulignait Yves Stourzé (4), directeur du Centre d'Etudes des Systèmes et des Technologies Avancées (CESTA) «de définir ensemble un certain nombre d'objectifs qui permettent de focaliser les efforts et les ressources des entreprises et des laboratoires publics», avant de poursuivre, concernant cette fois, le contenu : «en collaboration avec les ministères et les industriels nous avons retenu cinq champs prioritaires : ce qui relève de l'informatique et des composants, la robotique, les technologies de communication, les matériaux et les biotechnologies. Ensuite nous avons retenu des projets-phares qui ont vocation à tirer tout le domaine sans disperser tous les efforts». Là où l'IDS favorise le militaire en espérant des retombées économiques dans d'autres domaines, Eurêka ne s'intéresse qu'à la diffusion et au développement des nouvelles technologies. «On est en train, précise encore Yves Stourzé, de vivre aux USA, au Japon, comme en Europe, une nouvelle donne de la «high-tech», avec un triangle composé de petits, de gros et de la puissance publique. Aux USA la puissance publique passe par la Défense.



«le communications envisagé dans le cadre de toiles»).

En Europe elle pourrait passer par le programme Eurêka» et si les Américains se sont orientés vers le militaire c'est parce qu'ils «ne savent pas faire autrement (...) la structure politique (de leur pays) étant ce qu'elle est, et surtout aujourd'hui dans un très fort climat de libéralisme, la puissance publique doit proposer un programme de Défense pour justifier un effort de recherche» (4).

UN PARI GAGNÉ ?

Ce pari risqué, la France est aujourd'hui en passe de le gagner. Même si certains problèmes restent encore sans solution. En effet, à la récente conférence de Hanovre, dix projets ont obtenus le label Eurêka, dont huit auxquels la France participera. Cela va du mini-ordinateur associant l'anglais Acorn, le Français Thomson et l'Italien Olivetti, à la centrale d'épuration d'eau qui réunira une firme française et une firme danoise en passant par la mise au point d'un calculateur vectoriel compact, projet qui verra Matra - Data System et Norsk-Data (Danemark) travailler en commun.

Il est un autre succès obtenu au cours de cette conférence et auquel la délégation française tenait particulièrement, dans la mesure où l'avenir d'Eurêka en dépendait, il a trait au financement public des gouvernements ouest-allemand et britannique. Pour ce qui est du premier, Helmut Kohl a déclaré au cours de l'allocution d'ouverture : «le gouvernement fédéral est prêt à fournir des prestations financières (...) et soutiendra des projets intéressants et sélectionnés au moyen des fonds prélevés sur le budget fédéral». En ce qui concerne le second, le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni a certes rappelé (libéralisme oblige) que le financement privé devait prédominer mais que son pays était d'ores et déjà disposé à accorder une subvention annuelle de 250 millions de livres prélevée sur le «fonds de soutien à l'innovation». Les promesses de crédit consenties jusqu'à présent peuvent paraître ridicules en regard des

26 milliards de dollars de l'IDS mais l'objectif pour les cinq ans à venir est d'atteindre 55 milliards de francs à l'échelon européen (Etats et entreprises réunis).

Cependant, malgré ces succès, des divergences demeurent. Outre les problèmes de financement public, sur lesquels nos partenaires sont restés discrets, il faudra répondre avant la conférence de Londres à la fin du printemps prochain à plusieurs questions. Quelle sera la place des petits



Le général James Abrahamson, responsable du programme IDS, dispose d'un pactole de 26 milliards de dollars sur cinq ans, à injecter dans les circuits économiques, pour mener à bien le projet que lui a confié le président Reagan.

pays dans les projets à venir ? Ne seront-ils pas sacrifiés par l'appétit des grands (les choix de Paris, Hanovre, et Londres pour les trois premières conférences est à cet égard significatif) ? Dans un projet précis, quel droit de regard aura un pays qui n'y est pas partie prenante. Plus important encore est le désaccord entre, d'un côté, la RFA partisane d'une recherche fondamentale commune sans autre ambition, et de l'autre la France et la Grande-Bretagne pour lesquelles les projets doivent déboucher sur un marché. Condition «sine qua non» de la réussite d'Eurêka, la résolution de ces problèmes doit avoir lieu rapidement sous peine de voir l'Europe (entité culturelle et non plus seulement économique) perdre son rang dans un monde en plein bouleversement.

Car il est une autre retombée et non des moindres à attendre de la réussite d'Eurêka : la relance de la construction européenne au-delà du cadre désormais étriqué de la CEE. Une remise en cause du traité de Rome devient alors nécessaire. Le temps des marathons agricoles (image d'une Europe archaïque) doit céder la place à l'Europe de la coopération industrielle et de la collaboration ponctuelle. Eurêka offre aux entreprises française et européennes un marché plus vaste où les investisse-

ments seront plus rapidement rentabilisés et où ne se poseront plus des problèmes de standard ou de normes. Ce qui était risqué pour la souveraineté et l'indépendance de la France sous Giscard ne l'est plus avec Mitterrand dans la mesure où ce dernier ne sacrifie jamais les intérêts de la nation aux intérêts de son clan. Mais pour ce type de programme un septennat est bien trop court car la politique suivie actuellement peut être remise en cause par un prochain président. Il suffit, sans pour autant jouer les oiseaux de mauvais augure, de se souvenir de la récente déclaration de Chirac, au cours du débat télévisé qui l'opposa à Fabius, selon laquelle il regrettait le refus français de participer à l'IDS.

Or la raison principale de ce choix de la part du gouvernement français tient à ce que l'IDS «marquerait comme l'a rappelé Mitterrand au moment de la visite de Gorbatchev, la fin du traité ABM de 1972 (et) une marche en avant dans la course aux armements» (5). Sans compter qu'à Paris le bien-fondé de l'IDS n'est pas admis, ses objectifs demeurant lointains.

Au terme de cette analyse, le programme Eurêka, même s'il n'est pas parfait et présente encore des zones d'ombre, paraît préférable à une participation à l'IDS. Projet auquel on peut reprocher d'orienter ses recherches à des fins essentiellement militaires et d'une vue à trop long terme des problèmes économiques. La situation actuelle étant le résultat d'une vue à trop court terme, il faut trouver un juste milieu que pourrait représenter Eurêka. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que la haute technologie ne saurait être une fin en soi mais un moyen au service des hommes pour sortir l'économie mondiale de la crise qu'elle traverse depuis une dizaine d'années et restructurer l'industrie. Notre société par les choix qu'elle opère aujourd'hui se trouve à un tournant; espérons qu'elle saura le négocier.

Patrice LE ROUË

- (1) Le 18 avril 1985 sur FR3.
- (2) Dans un entretien accordé à l'AFP le 18 avril 1985.
- (3) «La guerre de cent secondes, les Etats-Unis, l'Europe et la guerre des Etoiles», Fayard, prix franco : 150 F.
- (4) Interview à Libération le 18 juillet 1985.
- (5) Selon le général Gallois (op. cit.) «Le traité signé à Moscou, le 26 mai 1972, par MM. Brejnev et Gromyko, d'une part, Nixon et Kissinger, de l'autre, couronna l'édifice stratégique bâti sur l'atome. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique renoncèrent aux armes défensives - ou s'accordèrent à en limiter le déploiement, donc l'efficacité - afin qu'en cas d'hostilités, rien n'entrave un châtement automatique infligé et mutuellement subi. Assurés tous deux d'extermination, les deux signataires ne pouvaient recourir à la guerre».

Convergence

Une voix presque nôtre

Paul Thorez a eu une enfance peu banale : fils de Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch, né à Moscou, ayant vécu une partie de sa jeunesse en U.R.S.S. parmi le gratin de la Nomenclatura. Après «Les enfants modèles», Paul Thorez publie aujourd'hui «Une voix presque mienne» qui prolonge ses souvenirs et décrit un cheminement qui nous touche.



Certains chercheront peut-être dans ce livre autobiographique des anecdotes sur les illustres parents de l'auteur. Cette préoccupation passera vite au second plan. Non que Paul Thorez ne possède l'art du portrait - il le maîtrise à merveille - mais il demeure un fils avant tout. Qui reconnaîtrait Jeannette Vermeersch dans «Mamoune» «...qui nageait comme une truite...», conduisait comme Fangio, tirait à la carabine mieux que Calamity Jane... ? Imagine-t-on Maurice Thorez intervenant auprès de Moscou pour sauver une rétrospective Fernand Léger menacée par l'«Académie des Beaux Arts» et «L'Union des Artistes» réunies ?

L'auteur trouve toujours les mots justes et, comme chez les Thorez passaient tour à tour Picasso, Gagarine, Nadia Léger, Aragon, Elsa Triolet... nous sommes à la fête. Derrière ses propos affleure une générosité qui n'exclue pas le «coup de patte» : le portrait d'Aragon est, à cet égard, très «nuancé».

Livre politique ? Indéniablement, mais au vrai sens du terme, à la manière des «Enfants modèles». La des-

cription de la société soviétique demeure sobre, mais sans appel : «...mais il faut donner toujours plus, se salir un peu plus. Nul n'échappe à la salissure. Du plus noir du secret où se tapit le pouvoir, elle irradie la société entière». Cependant, derrière cet amer constat, pointe l'amour pour la Russie, la seconde mère de Paul Thorez. Il est, comme il l'écrit, «vacciné» contre l'esprit de parti et les raisonnements doctrinaires - on le serait à moins - ; ce n'est pas un hasard si nous retrouvons Camus au détour d'une phrase.

Chapitre après chapitre, dans un apparent désordre, à petites touches impressionnistes, Paul Thorez retrace moins une vie - la sienne - qu'il n'exprime d'une écriture sûre un «mal de vivre» propre à notre époque.

Plus que le livre d'un témoin, «Une voix presque mienne» est celui d'un écrivain.

Pierre CARINI

Paul Thorez -Une voix presque mienne- Ed. Lieu commun (prix franco : 88 F) -Les enfants modèles- Ed. Lieu commun (prix franco : 71 F).

Petits secrets

Le Matignon de Pierre Mauroy

Comme tous les bons livres, celui de Thierry Pfister peut se lire de plusieurs manières.

Le pouvoir fascine, par le prestige qui l'entoure, par le mystère qu'on lui prête. Beaucoup ouvriront donc avec gourmandise cette «vie quotidienne à Matignon» mais ce sera pour y trouver une vérité qu'ils n'attendaient pas : le secret est dans l'apparence, non dans la chose même ; il n'y a pas de grands mystères mais seulement de petits secrets, aussi anodins ou misérables que ceux de l'homme quelconque et beaucoup d'opacité, qui tient à la complexité des mécanismes.

Telle est la première lecture possible du livre de Thierry Pfister. Il y en a d'autres. Celui qui est demeuré auprès de Pierre Mauroy après son départ de Matignon donne dans cette «vie quotidienne» un témoignage de fidélité à un homme, et présente une défense de sa politique. Parfois convaincante - sur les nationalisations par exemple - celle-ci pêche par ex-«autres» (l'Elysée, tel ministre) sont responsables des fautes et des échecs. Mais cela nous vaut quelques portraits - de Delors, de Rocard - d'une cruelle vérité.



Aucune déception, cependant, au terme de ce livre. Observateur professionnel de la vie politique, puis membre du cabinet de Pierre Mauroy, l'auteur donne une description exacte et passionnante des techniques du pouvoir et du mécanisme de la prise de décision. Au centre de ces techniques, entraîné par ce processus plus que le dominant, un homme écrasé de contraintes, aux prises avec mille obstacles : les autres pouvoirs, mais aussi le temps, et son propre savoir, toujours insuffisant.

Thierry Pfister ne cache pas, enfin, son intention militante : Pierre Mauroy est pour lui le symbole d'une politique de gauche qui contrasterait avec le «dévergondage» idéologique actuel. On voit qui est visé et ce qui est espéré. Manifestement, Thierry Pfister aimerait écrire dans quelques années une «vie quotidienne à l'Elysée au temps de Pierre Mauroy»...

B.R.

Thierry Pfister -La vie quotidienne à Matignon au temps de l'Union de la Gauche- Hachette.

Cadeaux de Noël ?

voir page 11

Le roi diplomate-né



Qu'un ouvrage qui ressemble à une sorte de manifeste royaliste soit préfacé par celui qui fut le principal conseiller en politique étrangère de François Mitterrand doit être perçu comme un signe des temps. Il est vrai que l'objet de la réflexion de notre ami Yves La Marck avait tout pour susciter l'attention de Régis Debray. Lui-même raconte en quelles circonstances tout à fait symboliques - en un des lieux les plus névralgiques de la planète si ce n'est le plus hautement significatif du destin des hommes - il rencontra le chroniqueur diplomatique de «Royaliste». C'est là qu'il lut le manuscrit du livre et que d'emblée il accepta de le préfacer : «*Malgré le décorum fleurdelysé, on trouvera sans peine sous l'excursion «rétro» un vade-mecum pour diplomate en détresse*».

Curieuse préface où Debray n'insiste tant sur le rétro, le décorum, disons le folklore soi-disant royaliste que pour mieux louer l'appareil dialectique de La Marck. Est-il besoin d'affirmer avec tant de véhémence sa foi républicaine ? Comme si on pouvait en douter ! Les esprits malicieux déceleraient de la faiblesse sous tant de précautions. Inutile de gloser ! Ceux qui pratiquent Régis Debray depuis tant d'années de livre en livre retrouveront condensées en quelques pages toutes ses contradictions souvent mal cachées sous la rigueur de la démonstration. L'essentiel ici c'est bien l'objet, le roi comme diplomate né, celui capable de par l'origine de son pouvoir d'agir au sein du complexe des forces planétaires. Ce qui réalise, écrit encore Régis Debray «*l'éternelle combinaison de la puissance d'agir, d'une stratégie à longue portée et de la manœuvre tactique qui sauve parfois un pays de la mort*».

Pourquoi Maurras ?

La première difficulté apparente de la tâche d'Yves La Marck qui entend définir les rapports de la monarchie et de la politique étrangère est son rapport à l'histoire. Le monde change évidemment, les forces se déplacent. La France ne vit plus en monarchie et cette dernière est elle-même soumise par principe à de perpétuelles remises en cause. «*De la monarchie féodale à l'absolutisme, du Moyen-Age au monde moderne, du XVII^e classique au XVIII^e rousseauiste et au XIX^e romantique, que retenir de la politique étrangère de Louis XIV, XV ou XVI ou de celle de leurs aïeux, les rois chevaliers, les rois barons, Philippe Auguste, saint Louis, Philippe le bel ou Louis XI ?*» Une seule démarche est possible, que Péguy appelait uchronique et qui n'a rien d'arbitraire. Bien au contraire, il est possible de déterminer sur tant de siècles les constantes indubitables de l'institution, supérieures aux circonstances, capable de faire face à l'imprévu et à la nouveauté parce qu'elles consistent d'abord dans la faculté de comprendre et d'agir. Parmi celles-ci, la durée profonde, l'unité de commandement et le pragmatisme, mais d'abord la nature du pouvoir qui est d'être héréditaire.

Le recours constant à Maurras, particulièrement à son livre majeur «Kiel et Tanger» pourra surprendre. A l'heure où Bertrand Renouvin fait une critique plutôt radicale de l'héritage de l'Action française et de la pensée de son principal initiateur, ce recours semblera à quelques observateurs superficiels soit un désaccord, soit un retour en arrière. Il n'en est rien. L'analyse de «La République au roi dormant» vise le Maurrassisme en ce qu'il a méconnu, nié le fait démocratique que l'Action française a assimilé à l'idéologie républicaine du XIX^e siècle. Refusant de voir la signification du royalisme des grands libéraux de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, Maurras a commis la faute durement payée de compromettre sa cause avec celle d'un autoritarisme dont la pente naturelle était le totalitarisme fascisant. Mais cette faute dont le point de départ est une erreur intellectuelle majeure ne

saurait faire oublier le point fort de Maurras qui fut sans cesse de réaffirmer la nécessité de l'Etat au moment où la pensée républicaine le niait par principe et par système.

Lorsqu'il demeure dans le fil du royalisme, Maurras reste irréprochable et est parfois génial et même prophétique. J'en veux pour preuve ce «Kiel et Tanger» auquel Yves La Marck rend un hommage signalé : «*Peut-on traiter de «Monarchie et politique étrangère» après «Kiel et Tanger» ? Nous avons en effet cet avantage sur les socialistes que «Kiel et Tanger» demeure intact. «Une part de la suite déjà l'a vérifié, fondé» (disait déjà Maurras). Le présent travail veut simplement réveiller la conscience endormie en méditant ce qu'est une politique étrangère*».

Un art d'exécution

Je ne saurais ici résumer la démarche du livre d'Yves La Marck, mais son avantage est d'être particulièrement articulée, cohérente, tout en puisant dans une histoire multiple la force de sa démonstration. Les formules heureuses abondent, telle celle-ci qui condense toute une définition de ce qu'est le roi : «*Le coefficient personnel, dans le cas des républiques, intervient de surcroît, il ajoute ou il retranche à l'action des institutions; dans le cas de la monarchie, il est le plus possible neutralisé en ce qu'il a précisément d'individuel, de sentimental, d'arbitraire, dans la mesure où tout ce qui a trait à la personne du roi est institutionnel, codifié, signifiant*». Mais cela se vérifie dans l'action des souverains français, avec des relâchements, des manques. Il est remarquable, par exemple, que celui que l'on désigne pourtant comme le sommet de l'institution, Louis XIV, est précisément celui qui rompt avec la continuité de ses prédécesseurs par une certaine ubris contraire à la modération capétienne.

Il y a la capacité à agir, à manœuvrer. Elle ne serait rien si elle ne s'inscrivait dans une œuvre de longue durée. On parlerait de grand dessein si le mot n'évoquait trop les belles idées, parfois chimériques, inefficaces à elles seules. «*Les grands objectifs d'une politique étrangère ne sont en général pas d'eux-même opérants. Les formes dans lesquelles ces objectifs s'expriment dans l'action quotidienne sont plus importantes compte tenu des réalités du moment, des rapports de force, des sollicitations de toute sorte, une politique étrangère est un art d'exécution*». Qu'importe au potier, pour prendre cette comparaison, l'idée du beau vase, s'il n'a pas dans les mains la puissance de donner forme. Il en va de même pour l'Etat; c'est sa faculté liée à ses caractéristiques les plus concrètes, de manœuvrer dans le concert international qui produira ou non l'œuvre civilisatrice. D'où l'importance des qualités de l'institution royale pour correspondre aux nécessités qui sont toutes circonstancielles. Inutile de préciser qu'une politique étrangère ainsi conçue échappe au machiavélisme, parce qu'elle est reliée. «*Nous ne serons entendus, nous ne pourrions négocier, nous ne pourrions vaincre s'il le faut, que si nous nous affirmons comme puissance spirituelle, si nous renouons avec les origines de l'Etat, chrétien en son chef*».

Mais c'est dire trop ou pas assez. Inutile de préciser encore que tous les lecteurs de «Royaliste» devraient lire ce livre essentiel pour notre cause. Ils connaissent déjà la grande compétence de notre chroniqueur diplomatique. En lisant «Monarchie et politique étrangère», ils comprendront, comme l'écrit dans sa belle postface Paul-Marie Couteaux, comment la question qu'il pose est celle de notre destin collectif de pays menacé par les menaces extérieures et ses faiblesses internes.

Gérard LECLERC

Yves La Marck - Monarchie et Politique étrangère - Ed. Royaliste, prix franco : 95 F. Nous n'avons procédé qu'à un tirage limité de cette étude et nous vous conseillons donc de passer votre commande très rapidement.

Réédition

La marquise de Pompadour

De la marquise de Pompadour l'Histoire n'a retenu que l'image bien superficielle de la favorite royale. Jugement bien injuste et fort sommaire comme nous le prouve la récente réédition de sa correspondance (1) qui nous révèle un personnage aux multiples facettes. Observatrice lucide et critique de la Cour, amie des écrivains et artiste elle-même, mais aussi politique avisée, la marquise de Pompadour jette sur son époque et son entourage un regard dénué de complaisance qui, mieux que de pesantes biographies, nous fait pénétrer au cœur de ce 18ème siècle qu'elle incarne si bien. Le lecteur d'aujourd'hui ne pourra qu'être heureusement étonné de trouver sous sa plume maintes réflexions pertinentes sur l'organisation de la société et de l'Etat. La politique étrangère est une préoccupation constante de la Pompadour et ses interventions en ce domaine sont souvent judicieuses. Avec le souci constant du bonheur des Français elle n'hésite pas à jouer de son influence pour intervenir dans les affaires de l'Etat en fonction de ce qu'elle estime être les intérêts du pays. D'un esprit mordant - quoique toujours courtois - elle règle au passage quelques comptes avec ses ennemis qui étaient nombreux et qui souvent ne la valaient pas.

Cette correspondance a parfois été présentée comme apocryphe. Dans sa préface, Dominique Daguet, fait justice de cette légende. En revanche l'on ne peut que regretter l'absence d'une chronologie et d'une présentation des personnages cités qui auraient facilité la lecture. Espérons que cette lacune sera comblée avec la parution annoncée du deuxième volume. Malgré cela cet ouvrage sera lu avec plaisir et profit par tous ceux qui s'intéressent au règne de Louis XV le bien aimé.

Y.A.

(1) Marquise de Pompadour - Lettres 1746 - 1752 - Ed. Librairie Bleue. Prix franco : 100 F.

Charles VII

Les rois qui ont fait la France

Avec ce tome dixième des «Rois qui ont fait la France», consacré à Charles VII, le titre de la collection prend un sens très concret; G. Bordonove retrace en effet, avec le talent qu'on lui connaît, la carrière de celui qui, d'un royaume occupé, refit vraiment la France.

Lorsque meurt Charles V en 1380, alors qu'il allait réussir à bouter le dernier Anglais hors de France, nul ne peut imaginer que le petit roi de douze ans qui lui succède sera le monarque le plus néfaste que la France ait connu, allant jusqu'à vendre son royaume à ses ennemis. Par une chaude journée de l'été 1392, Charles VI devient fou dans la forêt du Mans...



Dès lors, c'est l'alternance des crises de démence et des retours à la raison; pendant l'un d'eux, parmi les derniers, naît le futur Charles VII. La France, avec le roi, s'enfoncé dans le cauchemar : la guerre civile entre Armagnacs et Bourguignons et l'invasion anglaise ravagent le Royaume des Lys. En 1418, Paris et le roi fou tombent aux mains du duc de Bourgogne et d'Henry V d'Angleterre. «Mais le dauphin Charles était sauf et libre. Replié à Bourges, il incarnait la légitimité du pouvoir royal».

Le Régent -ainsi s'intitule le dauphin- n'est pas au bout de ses épreuves. Par le traité de Troyes, le 20 mai 1420, Charles VI, dans son inconscience, déshérite son fils et reconnaît le souverain anglais pour successeur. Deux ans plus tard, le long calvaire du dément prend fin; à Saint-Denis,

le petit Henry VI est proclamé roi de France et d'Angleterre, alors que Charles VII siège «pour la première fois en majesté dans la cathédrale de Bourges».

Cependant, la situation devient critique pour Charles. Dominé militairement par les Anglais, il subit «l'épreuve de la pauvreté; il (connaît) presque le dénuement». Il se prend à douter de sa naissance, et «seul dans son oratoire» implore «le Seigneur de lui envoyer au moins un signe». Et c'est la venue de Jeanne d'Arc, narrée en des pages très belles, et l'assurance : «Je te dis, de la part de Messire Dieu que tu es vrai héritier et fils de roi».



A partir de là, une métamorphose s'opère. Charles VII, sacré à Reims, devient réellement «l'acteur, et surtout, l'auteur de son règne». En 1453, les Anglais qui ont «rendu Guyenne et Normandie», ne possèdent plus en France que Calais. Réformant la justice et l'administration, le roi crée un véritable Etat et de ses peuples modèle «une nation consciente d'exister».

Philippe DELORME

Georges Bordonove - Les rois qui ont fait la France : Charles VII - Ed. Pygmalion. Prix franco : 85 F.

Nostalgie

Études danubiennes

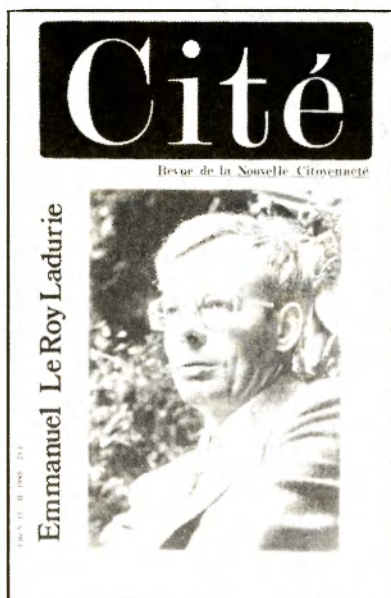
Depuis la publication en 1983 du beau livre de Carl Shorske, «Vienne, fin de siècle», la mode est à l'Autriche : tout à coup, on s'est souvenu du rôle considérable que Vienne a joué dans notre culture. Les rééditions se multiplient aujourd'hui et les essais se succèdent. Pourquoi ? On parle de fascination pour la décadence d'une société qui jette ses derniers feux, mais il faut surtout y voir une volonté de retour à une idée culturelle de l'Europe dont Vienne fut, incontestablement, une des capitales.

Dans ce travail positif sur les sources récentes de notre culture, dans cette re-connaissance de notre histoire, il faut saluer l'initiative de Jean-Paul Bled, maître de conférence à l'Université de Strasbourg et animateur du Groupe d'Etudes de la Monarchie des Habsbourgs, qui vient de publier le premier numéro d'une revue, «Etudes danubiennes», dont il assure la direction. Au sommaire de celle-ci, des articles de Jean Béranger sur le redressement économique autrichien sous Léopold 1er, de Bernard Michel sur le rôle de Vienne dans la vie politique tchèque de 1874 à 1914, de Istvan Hunyadi sur Budapest au 19ème siècle. Jean-Paul Bled, quant à lui, publie une étude sur l'institution militaire autrichienne.

De nombreux universitaires français et étrangers collaboreront à cette revue consacrée à la Monarchie des Habsbourgs, c'est-à-dire «un ensemble politique qui, plusieurs siècles durant, a compté parmi les forces qui façonnaient le destin du continent européen et qui, aujourd'hui, même après sa disparition, demeure vivant, sous des formes diverses, en Europe centrale, en Autriche, mais aussi dans les pays successeurs, dans leurs lois, dans leurs usages, dans leurs paysages et jusque dans les mentalités».

Y.L.

«Etudes danubiennes», revue semestrielle publiée par le Groupe d'Etudes de la Monarchie des Habsbourgs, Institut des Hautes Etudes Européennes, 8, rue des Ecrivains 67000 Strasbourg. Abonnement annuel : 100 F (étudiant : 70 F). Le numéro : 65 F.



Abonnement
4 numéros : 90 F
CCP 2 398 263 N Paris

Les "mercredis"

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

Mercredi 20 novembre. En page 8 de ce journal, Pierre Carini dit tout le bien qu'il pense du nouveau livre de **Paul THOREZ**, «Une voix presque mienne». Prolongation des souvenirs qu'il avait commencés dans «Les enfants modèles» cet ouvrage révèle un écrivain de talent et dont l'itinéraire est particulièrement intéressant.

Mercredi 27 novembre. C'est le général **Pierre GALLOIS**, que nous avons déjà accueilli maintes fois avec toujours autant d'intérêt, qui viendra nous présenter «La guerre de 100 secondes», son dernier livre consacré à la «guerre des étoiles».

Mercredi 4 décembre. Ancien journaliste au «Monde», **Thierry PFISTER** est depuis plusieurs années un des plus proches collaborateurs de Pierre Mauroy. De son passage à Matignon il a tiré un livre «La vie quotidienne à Matignon au temps de l'Union de la gauche» qui nous fait mieux connaître la personnalité de l'ancien premier ministre (voir article en page 8).

Surprise

Le centre bouge !

Sortant d'une léthargie qui nous désolait, le centre de la France est-il en passe de prendre rang parmi les plus actifs de nos groupements ? Après le Cher qui démarrait ses activités dès le début octobre et menait une active campagne de soutien aux immigrés, c'est maintenant la Nièvre et la Creuse qui se manifestent par une série de conférences de presse avec un grand retentissement dans la presse régionale. Ne voulant pas être en reste l'Indre et l'Allier annoncent une reprise d'activité pour la fin du mois !

Nous demandons à tous nos lecteurs de la région de prendre contact avec nos délégués et correspondants afin de leur apporter leur appui.

— **CHER** : NAR, B.P. 2044 - 18026 Bourges Cedex
 — **CREUSE** : Pierre Gibelin, La Roboterie, 23290 St-Etienne-de-Fursac.
 Bernard Chantreaux, 4, rue Salvador Allende 23300 La Souterraine.
 — **NIEVRE** : dans l'attente de l'ouverture d'une boîte postale écrire à la délégation du Cher qui transmettra.

Grenoble

Dauphiné. Mardi 19 novembre à 20 h 30, conférence-débat organisée par le Cercle de documentation et de communication culturelle, avec Bertrand Renouvin qui viendra présenter son livre «La république au roi dormant». La conférence aura lieu à la Maison des Associations, 2, rue Berthe de Boissieux à Grenoble.

COMMUNIQUE

L'Association des Amis de la Maison de France exposera les buts et les activités de l'association lors de l'émission «Liberté 3» qui sera diffusée sur la 3ème chaîne le samedi 30 novembre entre 16 h 15 et 17 h 30. L'association invite tous les amis de la Maison de France, non seulement à regarder cette émission, mais surtout à la faire regarder autour d'eux par leurs parents et leurs amis.

Noël

Faites plaisir, faites vous plaisir...

Pour les fêtes de fin d'année, laissez vous offrir, offrez des livres, et - pourquoi pas ? - de préférence des livres royalistes. Nous vous conseillons l'album d'Arnaud Chaffanjon, «L'année princière dans le monde en 1985», pour «royaliste sentimental», sensible aux fastes des monarchies européennes (168 pages plus de 300 photos dont 24 en couleur). Cet album présenté sous jaquette dorée retrace l'actualité princière telle qu'on peut la lire dans «Point de Vue-Images du monde». On y découvrira en bonne place quelques excellentes photos des princes de la Famille de France.

Mais nous ne vous étonnerons pas en vous conseillant d'acheter et d'offrir les livres de nos «auteurs maison», à commencer par l'ouvrage de Bertrand Renouvin qui, commençant à avoir quelques articles importants dans la presse, est à la vitrine de nombreuses librairies. Merci cependant de nous réserver vos commandes.

Pour Noël nous avons édité spécialement un conte de Luc de Goustine, dédié au Prince Jean et dont les clefs n'échapperont sans doute pas à ceux qui s'intéressent à la Maison de France (ce petit volume d'une soixantaine de pages sera disponible à nos locaux ou pourra vous être envoyé dès le 9 décembre). L'événement de la quinzaine c'est pour nous la sortie du livre d'Yves La Marck. Exclusivement diffusé par nos soins, cet essai mérite de votre part un petit effort pour le faire lire autour de vous. Et comme nous n'avons pas l'intention de nous arrêter en si bon chemin, après une année particulièrement riche en éditions diverses, nous vous demandons de souscrire dès aujourd'hui au premier livre que nous publierons en 1986, «La fin du parti royaliste 1889-1890» de Marc Desaubliaux. Encore une aventure éditoriale que nous ne pourrions mener à bien qu'avec votre amical soutien.

F.A.

BON DE COMMANDE A RETOURNER A «ROYALISTE» 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

Nom/Prénom/Adresse

commande «La République au roi dormant» de B. Renouvin
 1 exemplaire : 85 F franco / /
 5 exemplaires : 270 F franco / /
 10 exemplaires : 480 F franco / /

commande «Monarchie et politique étrangère» de Y. La Marck
 1 exemplaire : 95 F franco / /
 2 exemplaires : 170 F franco / /
 3 exemplaires : 240 F franco / /

commande «La place de l'étoile», conte de L. de Goustine
 1 exemplaire : 60 F franco / /
 2 exemplaires : 100 F franco / /

commande «L'année princière» de A. Chaffanjon
 1 exemplaire : 190 F franco / /

souscrit à «La fin du parti royaliste» de M. Desaubliaux
 (à paraître en janvier 1986)
 1 exemplaire : 85 F* franco / /

* Pour les abonnés de «Royaliste», le prix de souscription du livre de Marc Desaubliaux est ramené à 75 F franco (si réponse avant le 31 décembre 1985).

Total de la commande : F

joindre le règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de «Royaliste»
 CCP 18 104 06 N Paris.

Explosifs en tous genres



Il y a un mois, esquissant un bilan de l'action entreprise depuis 1981, j'avais montré que le pessimisme était sans raison (1). Je maintiens aujourd'hui cette analyse, que les récents succès de l'Etat dans le domaine du commerce extérieur viennent confirmer, et dont je me permets de rappeler les principaux points. D'abord, l'adhésion renforcée et maintenant presque unanime, aux institutions fondées par le général de Gaulle; ensuite l'apaisement de la querelle scolaire après la bataille que l'on sait, et la disparition du problème lancinant posé par le Parti communiste; enfin le caractère positif de nombreuses réformes et les résultats heureux, quoique partiels, dans la conjoncture économique.

Ces acquis, bénéfiques pour la nation tout entière, risquent d'être remis en cause par la campagne électorale. Selon une loi que nous avons souvent observée, chaque camp va radicaliser sa lutte, d'autant plus passionnément, d'autant plus abstraitement aussi, que les projets se sont estompés sur le fond, que les frontières entre les camps sont devenues plus floues que par le passé. Dans sa stratégie, dans son programme, chaque parti aurait le sentiment de ne plus être lui-même s'il ne suivait pas la logique du tout ou rien. La droite veut tout, tout le pouvoir, toute la vérité politique, toute la France, et la gauche, acceptant d'avance sa défaite, préfère n'être rien plutôt que d'avoir à changer son attitude, son langage, et modifier en quelque point que ce soit sa définition.

TRISTES PERSPECTIVES

Ce jeu n'est ni la conséquence de la bêtise, de la méchanceté, ni seulement d'ambitions vulgaires. Comme souvent dans notre société, personne n'a vraiment voulu cela, et bien peu sont conscients du danger. On croit jouer au ballon entre gens de bonne compagnie en oubliant la charge de dy-

namite qu'il contient et le risque pour les spectateurs. L'image vaut ce qu'elle vaut. L'important est de recenser les stocks d'explosifs détenus par chacun des camps, sans nourrir aucune illusion quant à la portée de l'avertissement.

A droite, on manipule allègrement l'explosif social et politique. La doctrine libérale, hâtivement recopiée dans les manuels du 19ème siècle et repeinte aux couleurs d'un reaganisme mythique (2) sera destructive quel qu'en soit l'usage. Si elle est appliquée après mars prochain, elle accroîtra la violence de l'économie, détruira les organisations protectrices, laissera les individus sans défense. Si elle ne l'est pas, la déception sera une fois de plus à la mesure des illusions entretenues, et la surenchère extrémiste trouvera là de nouveaux arguments.

Pour éviter ce piège, la droite envisage d'exploiter le marché de la peur, qui ne coûte pas cher financièrement. Là encore, c'est un programme de dynamitage. Ni les mesures «sécuritaires», ni l'atteinte aux droits sociaux et civiques des immigrés n'auront d'effets visibles. Loin d'apaiser les esprits, cette politique développera les fantasmes, et poussera aux pires extrémités, d'autant plus facilement que le pays aura été déçu par la politique économique.

A ces perspectives inquiétantes, il faut ajouter les menaces qui pèsent sur les institutions. Que le président de la République soit obligé de se soumettre, selon le vœu de M. Chirac, ou de se démettre si M. Barre parvient à ses fins, les conséquences seront désastreuses pour les institutions : nous aurons soit une prééminence du Premier ministre, simple chef de la majorité, soit un quinquennat de fait puisque la nouvelle opposition retournera contre le nouveau Président sa tactique à chaque élection législative.

La gauche socialiste, quant à elle, n'est pas plus rassurante. Tandis que ses adversaires utilisent des grenades pour dégager le terrain, elle creuse des mines, en toute bonne conscience évidemment. Non seulement le Parti socialiste an-

nonce sa défaite et l'organise, comme je l'ai déjà souligné, mais il semble s'en satisfaire : la cure d'opposition lui paraît nécessaire pour reprendre des forces, pour refaire son identité. Le traitement implique qu'on garde la chambre, toutes portes fermées. Depuis le mois de mai, les socialistes ont rigoureusement observé l'ordonnance qu'ils ont eux-mêmes rédigée : oubli du gouvernement et de sa politique, l'un et l'autre n'étant pas leur affaire, «ancrage à gauche» (avec l'accord de Michel Rocard qui aura décidé-tenu tous les discours) dans le refus de tout rassemblement de majorité présidentielle.

CONDUITE D'ECHEC

Le Parti socialiste perdra donc la bataille, parce qu'il a choisi de la perdre. Tel est son intérêt à court terme qui risque, sauf réaction de dernière heure, de se traduire par un double sacrifice. Celui du gouvernement actuel, qui sera battu malgré son bilan, ce est tout de même un comble. Celui du président de la République, qui verrait sa marge de manœuvre disparaître en cas de victoire totale de la droite parlementaire. Encore une fois, ce n'est pas la perversité ou l'ambition des hommes qu'il faut dénoncer, mais la logique destructrice d'un régime politique inachevé. Déjà, en 1967, le parti gaulliste avait décidé de «s'ancrer à droite» pour ruiner le centrisme, empêchant ainsi le général de Gaulle d'achever son œuvre. De même, en 1969, ce sont les notables conservateurs, M. Giscard d'Estaing en tête, qui ont fait échouer le référendum. Le même phénomène se reproduit aujourd'hui, qui paralyse et menace directement le Président de la République. A-t-il encore la possibilité de briser ce processus mortel ?

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. l'éditorial du numéro 435.
(2) Cf. Marie-France Toinet, «L'Etat américain» in «Le Débat» numéro 36, sept. 1985.